

12<sup>ème</sup> édition de la Journée de l'Economie

## Pleins feux sur la croissance durable

La croissance économique de demain au cœur de la 12<sup>ème</sup> édition de la Journée de l'Economie

**C**roissance qualitative, gains de productivité et innovation : tels ont été les sujets débattus le 22 mars lors de la douzième édition de la Journée de l'Economie, organisée par le ministère de l'Economie, la Chambre de Commerce du Grand-Duché du Luxembourg et la FEDIL - The Voice of Luxembourg's Industry -, en collaboration avec PwC Luxembourg. Dans un contexte en transformation constante et porté par les technologies disruptives, le besoin de repenser nos modèles économiques actuels, en Europe et plus particulièrement au Luxembourg, se fait sentir. Cet événement national a réuni acteurs économiques du secteur public et privé déterminés à dessiner ensemble la croissance économique de demain, ceci pour discuter des actions concrètes à mettre en œuvre pour y parvenir. Retour sur les enseignements tirés lors de cette dernière Journée de l'Economie.

### Un modèle de croissance basé sur des gains de productivité

Croissance durable, qualitative, inclusive ou intelligente : les termes utilisés sont légion pour définir la nécessité du Grand-Duché de s'éloigner de sa logique de croissance trop consommatrice en ressources pour se doter d'un modèle plus qualitatif et productif. Cette thématique a animé les débats et présentations de la dernière Journée de l'Economie.

Lors de son discours introductif, Carlo Thelen, directeur général de la Chambre de Commerce du Grand-Duché de Luxembourg, a indiqué qu'il s'agissait du meilleur moment pour le pays d'opérer ce changement de paradigme. En effet, cette transformation permettra d'utiliser nos ressources plus intelligemment, notamment en tirant parti de la digitalisation, et donc de générer des gains de productivité considérables. Quels ingrédients pour mener à bien cette transformation ? D'après Carlo Thelen, les fortes collaborations entre le secteur public et privé, expérimentées notamment



De g. à dr. : Serge ALLEGREZZA, directeur du STATEC; Marcel FRATZSCHER, président de DIW Berlin; Jacques LANNERS, président du directeur de Ceratizit SA; Claude TURMES, délégué; Marc WAGENER, directeur affaires économiques de la Chambre de Commerce; Serge WILMES, délégué. © Arnaud de Villeneuve

dans le processus «Rifkin», mais aussi l'ouverture de notre économie et la volonté d'intégrer le digital dans tous les secteurs d'activités sont autant d'atouts sur lesquels il faudra miser pour réussir la transition vers une croissance plus qualitative.

### Gérer les tensions sociales dues à la globalisation et une économie mondiale en plein développement

Marcel Fratzscher, président du DIW Berlin (Deutsches Institut für Wirtschaftsforschung), Professeur de macroéconomie et de finance à l'université Humboldt de Berlin et membre du Conseil consultatif du ministère de l'Economie allemand, a débuté la Journée de l'Economie en brossant un tableau des perspectives économiques mondiales, qui sont bonnes, si l'on raisonne purement en termes économiques.

Néanmoins, le contexte géopolitique et social actuel engendre une polarisation de plus en plus marquée de notre société selon l'économiste allemand, générant ainsi trois risques majeurs - les trois «P» : le développement du populisme, du protectionnisme et d'une paralysie qui se traduit par un manque de réformes structurelles. L'économiste a également soulevé la question de la dette souveraine des pays de l'Union européenne, qui d'après lui ne constitue pas un danger majeur dans l'immé-

diat, mais qui pourrait nuire à la croissance économique dans le futur en restreignant les marges de manœuvres des gouvernements. Au-delà d'un certain nombre de réformes structurelles à mener au niveau de l'Union européenne, l'enjeu sera également de trouver les réponses aux causes de la polarisation (et qui ne peut d'ailleurs pas venir seulement du secteur public, mais aussi du secteur privé).

### Un Etat créateur d'innovation plutôt que régulateur

L'intervention de Mariana Mazzucato, professeur en Economie de l'Innovation, directrice de l'Institut Innovation and Public Purpose, University College London (UCL) et conseillère de la Commission européenne, dans un discours illustré et pimenté, a éclairé l'audience sur l'indispensable rôle que doit jouer le secteur public dans le domaine de l'innovation pour favoriser ensuite la croissance économique.

Elle a profité de l'occasion pour casser certains stéréotypes qui souvent collent à la peau de l'Etat. En effet, selon l'économiste italo-américaine, l'Etat est bien trop souvent perçu comme un acteur hostile à l'innovation ayant comme seul but de réparer les failles du marché en régulant, en donnant des subsides ou des aides, et en gérant les risques.

Pourtant, l'Etat (notamment aux Etats-Unis) a bien plus investi qu'on ne le pense dans certaines technologies qui, aujourd'hui, font partie de notre quotidien. C'est le cas de l'écran tactile de notre smartphone ou encore de notre GPS. Le secteur public, grâce à sa capacité à prendre des risques et à créer de nouveaux marchés, a donc son rôle à jouer dans la création d'une croissance durable.

Pour pouvoir atteindre cet objectif, Mariana Mazzucato soutient l'idée que le secteur public devra impérativement aborder la croissance sous le prisme d'une organisation par «missions», ceci afin de déterminer des objectifs stratégiques durables à transformer en actions concrètes. Bien évidemment, la mise en place d'une telle organisation passe par de nombreux bouleversements, dont fait partie intégrante celui du recrutement des agents de l'Etat. L'Etat doit aussi retrouver une logique de co-investissement plutôt que de se contenter d'un simple rôle de fournisseur d'aides et de subventions.

### Le rôle crucial du secteur privé dans la définition d'un modèle capitalistique soutenable

Quel est l'impact du secteur privé dans la transformation vers une croissance qualitative ? Comment peut-il contribuer à développer cette croissance ? John Parkhouse, CEO de PwC Luxembourg, en est convaincu : le secteur privé a une forte responsabilité envers toutes les parties prenantes de la société. En s'appuyant sur les données de la dernière CEO Survey, l'étude annuelle réalisée par PwC sur le moral des dirigeants d'entreprises à travers le monde, il a indiqué que les dirigeants sondés semblent confiants quant aux perspectives économiques futures. Cet optimisme semble pourtant vaciller lorsque ces mêmes chefs d'entreprise sont interrogés sur l'avenir à long terme de leur activité.

Selon John Parkhouse, le monde divisé dans lequel nous évoluons entraîne un défi de taille : la perte de confiance toujours plus importante des individus dans les institutions politiques et dans les médias. Dans ce contexte, le secteur privé a un rôle clé à jouer : celui de créer de la valeur partagée à travers l'ensemble des parties prenantes de la société. Et pour cela, les entreprises doivent prendre conscience de la nécessité d'intégrer la responsabilité sociale au cœur de leur stratégie, afin de pouvoir inspirer l'ensemble de leur communauté.

Ce n'est que de cette manière que la survie à long terme du système capitalistique et donc des entreprises sera possible - en réussissant la transition d'une croissance basée sur la maximisation des profits à court terme vers une croissance intégrant à chaque moment des considérations de soutenabilité à plus long terme. Car comme il l'a bien rappelé en guise de conclusion, «une entreprise saine a besoin d'une société saine, tout comme une société saine a besoin d'entreprises saines».

### Favoriser une croissance soutenable ne veut pas dire freiner la croissance !

Cette vision est partagée par le Vice-Premier ministre du Luxembourg et ministre de l'Economie Etienne Schneider, pour qui la croissance du

Grand-Duché doit pouvoir profiter à tous, sans exception. La recherche de la croissance à tout prix ne doit pas devenir une fin en soi mais la croissance en tant que telle est nécessaire au Luxembourg. La croissance qualitative doit reposer sur une certaine cohérence, posée actuellement par les débats autour de projets d'implantation (comme cela a pu être observé dans certains projets nationaux).

C'est pourquoi le ministre de l'Economie a rappelé lors de son discours l'importance du projet de la 3<sup>ème</sup> Révolution Industrielle (impulsé par l'économiste américain Jeremy Rifkin) dans la mise en place d'un dialogue entre les différentes parties prenantes de la société pour une croissance plus durable. Pour finir, le ministre de l'Economie a ajouté que la digitalisation, l'intelligence artificielle mais aussi l'économie circulaire constituent des éléments aptes à générer des gains de productivité significatifs. Ces gains possèdent la potentialité d'assurer durablement une croissance auto-entretenue sur le long terme au Grand-Duché.

La discussion sur la croissance du pays s'est poursuivie au travers du panel animé par Serge Allegrezza, directeur du STATEC et de l'Observatoire de la compétitivité. En présence d'acteurs issus du monde de la recherche, du secteur privé et de la politique, cet échange a permis de questionner l'intérêt de limiter la croissance de l'économie luxembourgeoise. Les intervenants ont pu partager leurs points de vue sur l'orientation à donner à la croissance du pays, mais aussi sur la nécessité d'un important effort d'investissements dans le futur, dans le secteur public comme privé, afin d'assurer une croissance qualitative pour les années à venir.

Afin de mettre en pratique les enseignements tirés de cette journée de conférences et de poursuivre la discussion, les participants de la Journée de l'Economie ont pu prendre part à deux ateliers parallèles, le premier concernant les enjeux futurs du scénario d'un million d'habitants au Luxembourg, et le second donnant les premières bases concrètes de l'implémentation d'une stratégie de croissance durable au sein des entreprises.

Les réflexions partagées tout au long de cette Journée de l'Economie ont démontré une fois de plus la volonté des acteurs économiques publics et privés luxembourgeois d'explorer ensemble de nouveaux modèles économiques pour garantir la croissance du pays sur le long terme. Les frais de participation de 70 euros seront intégralement reversés cette année au profit de l'association Luxembourg Tech School, une nouvelle école parascolaire qui soutient le développement des leaders digitaux de demain.

Le rendez-vous est pris pour la prochaine édition de la Journée de l'Economie en 2019.